Le droit à la révocation des élus en Amérique latine

Alexis Le Quinio

Maître de conférences en droit public à l'Université de Toulon

CDPC, UMR-CNRS 7318.

Le droit à la révocation des élus est une procédure très controversée. Généralement liée à l'idée de mandat impératif, elle est formellement contraire à notre droit constitutionnel et idéologiquement opposée à la conception française de la « responsabilité politique »¹. Néanmoins, en 2017, en France, plusieurs candidats à l'élection présidentielle proposent l'instauration d'un tel droit.

Au moment où une défiance généralisée marque la vie politique et où les dirigeants politiques semblent jouir d'une totale impunité, nombreux sont ceux, parmi les citoyens, qui appellent de leurs vœux l'instauration d'une procédure de type référendaire permettant de révoquer un élu et de le remplacer avant le terme de son mandat.

Ces propositions conduisent à s'interroger sur la pratique et les conséquences de l'existence de ce type de procédure de participation citoyenne dans des pays dans lesquels elle existe depuis un certain nombre d'années, à l'image de certains Etats d'Amérique latine.

Si le cas de la Colombie est le plus connu² et le plus fréquemment cité, d'autres pays ont adopté des mécanismes similaires : à l'image de l'article 240 de la Constitution politique de l'Etat plurinational de Bolivie de 2008, des articles 105 et 106 de la Constitution équatorienne de 2008, des articles 2 al. 17 et de la Constitution du Pérou de 1993 et des articles 72 et 197 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela de 1999.

Les procédures varient dans ces différents pays en fonction des postes susceptibles d'être révoqués, de la durée de mandat écoulée avant de pouvoir introduire la procédure, du seuil de pétition ou de la majorité exigée.

L'objectif de la présente contribution consisterait en une étude comparative des procédures dites de « *recall* » en Amérique latine.

Mots clefs : participation citoyenne, référendum, responsabilité politique, révocation.

¹ Où la question de confiance est posée aux représentants du peuple, et non à ce dernier.

² Si les modalités sont prévues par la loi, le principe est posé dans les articles 40 et 103 de la Constitution.